

NOTE DE SYNTHÈSE

Les femmes et les autres groupes opprimés ont été et sont toujours en première ligne des luttes mondiales contestant les inégalités et les systèmes économiques et politiques fondés sur l'extraction des ressources naturelles, l'exploitation de la main-d'œuvre et les multiples formes de discrimination. En cette ère de mondialisation et d'inégalités extrêmes, le pouvoir croissant des entreprises et son ampleur représentent un défi majeur auquel les femmes et les groupes opprimés doivent aujourd'hui faire face.

Le « pouvoir corporatif » fait référence au contrôle et à l'appropriation excessive des ressources naturelles, de la main-d'œuvre, de l'information et des finances exercés par une alliance de puissantes entreprises et d'élites mondiales, en collusion avec les gouvernements. Il est difficile de concevoir l'étendue et la portée démesurées du pouvoir corporatif, en comparaison avec celui des États-nations. Des recherches démontrent que 63 % des 175 plus grandes entités économiques mondiales sont des entreprises transnationales, plutôt que des pays. Les revenus cumulés des trois plus grandes sociétés, Royal Dutch Shell, Exxon Mobil et Walmart, sont plus élevés que le produit intérieur brut de 110 pays, soit 55 % des États nations de la planète¹. En 1965, les PDG des États-Unis gagnaient 20 fois plus que leurs employés; en 2014, les PDG des 350 plus grandes entreprises gagnaient en moyenne 303 fois plus que leurs employés². Ces données illustrent l'écart croissant, observé à travers le monde, entre les détenteurs de capital et les travailleur-euse-s.

Les acteurs entrepreneuriaux font partie du secteur des affaires qui englobe les petites et moyennes entreprises, les coopératives et les entreprises nationales et transnationales d'envergure. La concentration du pouvoir aux mains de quelques grandes entreprises nationales et transnationales altère les structures économiques, politiques et sociales en faveur de quelques « heureux élus », en plus d'enraciner des pratiques d'extraction et d'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles. Bien ancré dans l'histoire du colonialisme et de l'impérialisme, le pouvoir corporatif repose sur, et renforce, des systèmes interreliés établis de longue date qui privilégient la domination fondée sur le genre, la classe, la race, la caste et l'origine ethnique. Les femmes et les groupes opprimés, des pays du Nord comme du Sud, sont les plus durement touchés par le pouvoir corporatif dont les effets sont caractérisés par des conditions de travail déplorables, l'accaparement des terres et des ressources naturelles, le manque d'accès aux services publics de qualité et l'invisibilité de leur travail informel non rémunéré ou faiblement rémunéré.

Au début de 2016, l'AWID et le *Solidarity Center* ont accueilli un Dialogue inter-mouvements animé par JASS à São Paulo, au Brésil. La rencontre a rassemblé des femmes syndicalistes, des travailleuses, des féministes, des Autochtones et des femmes noires, des activistes lesbiennes, bissexuelles, trans, queers et intersexes (LGBTQI), ainsi que des défenseuses des droits humains. Elles ont discuté, débattu et partagé leurs perceptions à l'égard du pouvoir corporatif et de ses incidences sur leurs luttes et sur leurs vies. Les réflexions, les introspections et les cadres théoriques abordés pendant le dialogue ont inspiré et nourri ce rapport. Lors des discussions, les participant-e-s ont tenté de comprendre le fonctionnement du pouvoir corporatif, ses répercussions sur les femmes et les groupes opprimés, et les moyens par lesquels les mouvements sociaux contestent et confrontent les entreprises et les gouvernements qui agissent dans leur intérêt.

Reposant sur une analyse du pouvoir, de l'exclusion et de l'inclusion, le rapport présente les manières dont les grandes entreprises nationales et transnationales exercent un pouvoir officiel, obscur et invisible³. Les gouvernements, influencés par les grandes entreprises, établissent les règles par l'adoption de lois nationales et internationales qui privilégient ces intérêts corporatistes, faisant fi des droits humains et des droits du travail convenus à l'échelle internationale. Les années 1980 ont été marquées par la consolidation de politiques économiques néolibérales qui ont entraîné la modification de lois facilitant la libéralisation du commerce et des finances, la déréglementation du travail et la privatisation des ressources naturelles et des services de base. Cette situation confère aux entreprises le **pouvoir officiel** de détériorer les conditions de travail, d'accorder de maigres salaires, d'éviter les impôts et de poursuivre en justice les États souverains sous prétexte de violations des accords commerciaux. Le lobbying des entreprises auprès des gouvernements constitue un moyen d'exercer un **pouvoir obscur**, les entreprises étant invitées à siéger à la table où se déroulent les processus de prise de décision où elles ont le loisir de fixer l'ordre du jour.

Dans le même ordre d'idées, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est instrumentalisée par les entreprises pour obscurcir et masquer leurs pratiques d'accaparement du pouvoir et les bénéfices. Parmi ces pratiques on retrouve notamment le lobbying, l'antisindicalisme, les mesures abusives d'évitement fiscal, la pollution environnementale et la violence à l'égard des travailleur-euse-s et des communautés. Les entreprises jouissent de plus en plus d'influence et de visibilité lorsqu'il s'agit de fixer les priorités du développement international, notamment en finançant directement les initiatives de l'ONU et les programmes de la société civile.

Par ailleurs, les entreprises se servent également de leur **pouvoir invisible** pour façonner et modeler les normes sociales et les croyances. Par exemple, les médias de la scène internationale sont de plus en plus concentrés aux mains d'entreprises transnationales⁴. On les utilise pour diffuser et réaffirmer les principes clés du fondamentalisme marchand et ils sont devenus de puissants outils contribuant à déterminer si une figure politique sera élue ou demeurera au pouvoir. Les médias stimulent la surconsommation et poussent les gens à croire en un bien-être factice, particulièrement dans les pays du Nord.

Les multiples façons dont le pouvoir corporatif est pratiqué et exercé révèlent un système d'extraction et d'exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre enraciné dans les idéologies de suprématie blanche, de capitalisme et de patriarcat⁵. Les incidences sur la vie des femmes et des personnes opprimées sont insidieuses et dévastatrices. À travers le monde, les femmes issues de groupes ethniques et raciaux marginalisés et les femmes migrantes, y compris celles qui vivent dans les pays du Nord, ont un accès limité à l'éducation et au perfectionnement des compétences, sont responsables d'une part inéquitable du travail domestique et non rémunéré, en plus d'être susceptibles d'occuper des emplois informels et à bas salaires, sans avantages sociaux⁶. La privatisation des services publics, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, les rendent inaccessibles aux femmes les plus marginalisées. Qui plus est, les femmes sont surreprésentées aux plus bas niveaux des effectifs du secteur public, tels les enseignant-e-s, les infirmier-ère-s et les travailleur-euse-s de la santé. En raison de la privatisation, elles sont également plus susceptibles de perdre leur emploi, de gagner des salaires peu élevés ou d'occuper des postes contractuels précaires.

La privatisation des terres et des ressources naturelles a pour effet de déplacer les agricultrices et les communautés autochtones, en plus de violer leur droit à la terre, à la nourriture, à l'eau et à la subsistance. L'extraction des ressources naturelles par le truchement des agroentreprises, de l'énergie hydraulique et de l'exploitation minière entraîne des dommages écologiques et contribue au changement climatique qui aura des effets disproportionnés sur les femmes des pays du Sud. Enfin, la militarisation et la criminalisation qu'impose le pouvoir corporatif aux mouvements sociaux et à la classe ouvrière se traduit en violence systémique à l'égard des femmes et des groupes opprimés.

Face à l'escalade du pouvoir corporatif, les femmes et d'autres groupes opprimés continuent de résister par la voie de leurs mouvements. Aujourd'hui quelque 70 millions de femmes sont organisées en syndicats, et plusieurs millions font partie de coopératives ou d'autres associations de droits des travailleur-euse-s⁷. Nous appelons au rassemblement des luttes de résistance, à des synergies entre les différents mouvements sociaux, tout en favorisant et en renforçant le pouvoir des peuples d'instaurer de nouvelles formes de production, de consommation et de distribution des ressources économiques et sociales de la planète.

Les cinq récits de luttes évoqués dans ce rapport ont été partagés pendant le Dialogue inter-mouvements. Ils illustrent que les femmes et les groupes opprimés du monde entier ont le **pouvoir de** contester la domination des entreprises. Chaque lutte est axée sur ses propres priorités : les droits du travail au Cambodge, l'accès aux médicaments et aux services de santé publics en Afrique du Sud, la préservation des ressources naturelles face aux grandes entreprises minières et aux vastes projets énergétiques du Nigéria, du Brésil et du Mexique. Cependant, chacune de ces luttes, d'une quelconque façon, a recours à la collaboration inter-mouvements pour contester le pouvoir corporatif. Les recommandations et les réflexions émergeant du Dialogue inter-mouvements traitent de la manière dont les femmes syndicalistes, activistes LGBTQI, féministes, autochtones et défenseuses des droits humains peuvent consolider leurs victoires en renforçant le **pouvoir au sein** de leurs mouvements, en nourrissant le **pouvoir collectif avec** d'autres mouvements sociaux, et en **exerçant ce pouvoir sur** les entreprises et les gouvernement qui agissent dans leur intérêt.

¹ White, D. S. *The Top 175 Global Economic Entities*. 2012 <http://dstevenwhite.com/2012/08/11/the-top-175-global-economic-entities-2011/> Cited in Pingeot, L. *Corporate influence in the Post-2015 process*. *Global Policy Watch*, MISEREOR and Brot für die Welt. 2014. (consulté le 23 janvier 2016)

² Mishel, L. and A. Davis. *Top CEOs Make 300 Times More than Typical Workers Pay Growth Surpasses Stock Gains and Wage Growth of Top 0.1 Percent*. Economic Policy Institute. USA, 2015.

³ VeneKlasen, L. and Miller, V. *A New Weave of People, Power and Politics: The Action Guide for Advocacy and Citizen Participation*. World Neighbors. USA, 2002.

⁴ Arsenaull, A. and M. Castells. *The Structure and Dynamics of Global Multi-Media Business Networks*. *International Journal of Communication*. 2, 707-748. 2008.

⁵ Hooks, B. *Talking Back: Thinking Feminist, Thinking Black*. South End Press. USA, 1999.

⁶ ONU Femmes. *Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016, Transformer les économies, réaliser les droits*. États-Unis, 2015.

⁷ *Global Unions. Déclaration de Global Unions lors de la 60^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies*. 18 mars 2016 <http://www.world-psi.org/uncsw/news/global-unions-statement-60th-session-uncsw>. (consulté le 11 avril 2016)